



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
9 mai 2007
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-neuvième session

Compte rendu analytique de la 2450^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 29 mars 2007, à 10 heures

Président : M. Rivas Posada

Sommaire

Suivi des observations finales sur les rapports des États et des constatations
adoptées en vertu du Protocole facultatif

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations

Questions d'organisation et autres questions (*suite*)

Recommandations pour le renforcement des activités de suivi (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

07-28838 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Suivi des observations finales sur les rapports des États et des constatations adoptées en vertu du Protocole facultatif (CCPR/C/89/R.5)

1. **M. Shearer** (Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations) présente son rapport, qui rassemble les renseignements reçus durant les quatre-vingt-huitième et quatre-vingt-neuvième sessions du Comité. En ce qui concerne les affaires *Coleman c. Australie* (communication n° 1157/2003) et *Brough c. Australie* (communication n° 1184/2003), chacun des États parties concernés conteste pour sa part les constatations du Comité. Dans les deux cas, les observations du Comité concernant la suite à donner devraient indiquer que la réponse de l'État partie a été présentée à l'auteur pour observation le 23 février 2007, le délai de réponse étant fixé à deux mois, et que le Comité regrette le refus de l'État partie d'accepter les constatations du Comité et considère que le dialogue reste ouvert.

2. En ce qui concerne les affaires *Bondarenko c. Bélarus* (communication n° 886/1999) et *Lyashkevich c. Bélarus* (communication n° 887/1999), l'État partie conteste les constatations du Comité, en invoquant l'absence d'une définition des traitements cruels, inhumains ou dégradants et note aussi que son parlement a prié la Cour constitutionnelle d'examiner à la lumière de la Constitution et des obligations internationales de l'État partie les dispositions du Code pénal relatives à la peine de mort. Dans ses observations, le Comité devrait préciser que le Secrétariat et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sont disposés à aider l'État partie à examiner ses obligations au titre du droit international en ce qui concerne la peine de mort et il devrait également demander un complément d'information sur les questions soumises à l'examen de la Cour constitutionnelle et le temps que cet examen devrait prendre vraisemblablement. Dans les affaires *Svetik c. Bélarus* (communication n° 927/2000) et *Korneenko c. Bélarus* (communication n° 274/2004), l'État partie conteste, de la même façon, les constatations du Comité. Celui-ci devrait, dans ces deux affaires, adopter la formulation type selon laquelle il regrette le refus de l'État partie d'accepter ses constatations et considère que le dialogue reste ouvert.

3. Passant à l'affaire *Sankara et consorts c. Burkina Faso* (communication n° 1159/2003), le Rapporteur spécial rappelle que l'État partie, dans sa réponse, s'est engagé à donner suite aux constatations du Comité. Cependant, les auteurs, dans leurs observations, maintiennent leur demande d'ouverture d'une enquête publique sur le décès de M. Sankara. Le Comité attend toujours la réponse de l'État partie aux observations de l'auteur.

4. **M^{me} Chanet** dit que, dans cette dernière affaire, l'État partie semble disposé à donner suite aux constatations du Comité. Elle dit comprendre le souhait d'une enquête indépendante exprimé par la famille, mais ce n'est pas ce que le Comité a recommandé. En effet, en tant que « suite à donner », celui-ci a indiqué que les observations de l'auteur avaient été communiquées à l'État partie pour observation le 26 février 2007. Aussi faudrait-il également indiquer que le dialogue du Comité avec l'État partie reste ouvert.

5. **M^{me} Majodina** est d'accord pour estimer que le Comité devrait indiquer qu'il considère que le dialogue avec l'État partie se poursuit. Par ailleurs, elle se demande si le Rapporteur spécial ne devrait pas chercher à élucider le fait que l'auteur soutient dans ses observations que, selon le Procureur, le Ministre de la défense ne peut ouvrir une enquête judiciaire, car celle-ci serait « prescrite ».

6. **M. Shearer** estime que le terme « prescrite » se rapporte indubitablement à la prescription, ou à un moratoire relatif aux événements qui se sont produits durant la période visée de troubles politiques. Aussi faudrait-il demander à l'État partie un complément d'information. Comme le Comité attend toujours une réponse de l'État partie, l'intervenant considère que l'affaire se poursuit.

7. **M. Glélé Ahanhanzo**, appuyé par **M. Amor**, dit qu'il faut considérer que l'affaire se poursuit, afin de s'assurer que les constatations du Comité ne resteront pas sans suite.

8. **M. Schmidt** (Chef de l'Équipe des requêtes) se plaît à souligner la très grande coopération qu'a manifestée l'État partie. Il semble que celui-ci et les auteurs n'ont pas pu s'entendre sur la forme que pourrait revêtir un recours utile. L'intervenant rappelle que, lors des discussions du Comité, une majorité des

membres a estimé qu'il ne convenait pas de recommander l'ouverture d'une enquête indépendante et que le Comité s'est donc borné, dans ses constatations à proposer le versement d'une indemnité et l'identification publique du lieu d'inhumation de la victime. Il propose que l'affaire se poursuive en attendant les observations de l'État partie.

9. **Le Président** considère que le Comité se rallie à cette suggestion.

10. **M. Shearer** appelle l'attention sur l'affaire *El Gahr c. Jamahiriya arabe libyenne* (communication n° 1107/2002). Certes, l'État partie a donné suite aux constatations du Comité en délivrant finalement un passeport à l'auteur pour lui permettre de faire des études en Europe, mais la validité dudit passeport n'est que de deux ans, au lieu des cinq années habituelles. Au titre des « nouvelles mesures à prendre », le Comité devrait prendre acte de la décision de délivrer un passeport à l'auteur, tout en demandant à l'État partie d'explicitier les raisons qui l'ont amené à délivrer un passeport dont la validité est limitée à deux ans.

11. **M. Schmidt** (Chef de l'Équipe des requêtes) dit que l'affaire a fait l'objet de discussions avec l'État partie depuis l'adoption en mars 2004 des constatations du Comité et que, de son côté, l'auteur a fourni périodiquement des mises à jour. La délivrance d'un passeport d'une validité limitée à deux ans semble revêtir un caractère vindicatif, car les études entreprises par l'intéressée justifieraient la délivrance d'un passeport d'une validité d'au moins trois ans. Elle sera donc obligée de demander la délivrance d'un nouveau passeport. Par ailleurs, dans des conversations téléphoniques de suivi, l'auteur a soulevé la question de l'indemnisation due par l'État partie au titre des difficultés et des pertes financières consécutives au refus de délivrer un passeport.

12. **M. Khalil**, appuyé par **M. Bhagwati**, déclare que le Comité doit exiger une explication de l'État partie. En effet, l'affaire traîne depuis pas mal de temps et la délivrance d'un passeport d'une validité limitée à deux ans semble revêtir incontestablement un caractère vindicatif. Le Comité devrait tenter de convaincre l'État partie de consentir à tout le moins à délivrer à l'auteur un passeport valide pour la durée de ses études.

13. **Le Président** dit que les observations du Comité concernant la suite à donner devraient comporter la demande à adresser à l'État partie pour que celui-ci

explique sa décision de délivrer un passeport d'une validité limitée à deux ans, en lieu et place des cinq années habituelles.

14. **M. Shearer** appelle l'attention sur l'affaire *Fijalkowska c. Pologne* (communication n° 1061/2002) dont il considère qu'elle a été réglée du fait que l'auteur a accepté, à titre de réparation, le versement d'une somme de 20 000 PLN (6 696 dollars É.-U.).

15. Passant à l'affaire *Correia de Matos c. Portugal* (communication n° 1123/2002), l'intervenant rappelle que le Comité avait conclu à une violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte, l'auteur, un avocat dont l'inscription au tableau de l'ordre a été suspendue, s'étant vu refuser le droit d'assurer lui-même sa défense en justice. Cependant, dans sa réponse, l'État partie concerné a refusé d'accepter les constatations du Comité au motif que le texte du paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte semble indiquer que toute personne accusée d'une infraction pénale a le droit soit de se défendre elle-même, soit d'avoir l'assistance d'un défenseur de son choix. L'intervenant estime que le processus de suivi se trouve dans une impasse.

16. **M^{me} Chanet**, appuyée par **le Président**, appelle l'attention sur le fait que tant l'État partie que l'auteur ont adopté un ton respectueux. Cela étant, le Comité devrait maintenir sa position et communiquer à l'État partie les observations de l'auteur.

17. **M. Shearer** se dit d'accord avec **M^{me} Chanet**, tout en s'interrogeant sur l'utilité que pourrait revêtir une poursuite de la correspondance avec l'État partie.

18. **M. Schmidt** (Chef de l'Équipe des requêtes) se charge de vérifier le point de savoir si la réponse de l'auteur en date du 23 novembre 2006 a déjà été communiquée à l'État partie. Selon lui, il est manifeste, lorsqu'on lit la correspondance relative à l'affaire, que les relations entre les parties au différend ont tourné à l'aigre; il croit comprendre que l'auteur exige à présent le versement d'une somme de 1 000 euros par jour au titre des intérêts de l'indemnité due.

19. **Le Président** dit que le Comité va prendre à nouveau contact avec l'État partie.

20. **M. Shearer** appelle l'attention sur l'affaire *Zheikov c. Fédération de Russie* (communication n° 889/1999). Dans sa réponse aux constatations du Comité, l'État partie a conclu que, conformément à

l'article 2 du Pacte et à la recommandation formulée par le Comité, il avait fourni un recours utile; mais il a été impossible d'identifier une personne contre laquelle pourrait être engagée une procédure pénale, M. Zheikov ayant fourni des indications contradictoires quant aux lésions causées et quant à l'identité du ou des coupables. Par ailleurs, l'État partie a fait valoir que l'auteur n'avait pas épuisé tous les recours internes.

21. **M. Schmidt** (Chef de l'Équipe des requêtes) dit que l'auteur a présenté une réponse sous la forme d'une télécopie dans laquelle il déplore que l'État partie n'ait pas donné suite aux constatations du Comité et il exige à titre de réparation une somme d'un montant de 72 millions de dollars.

22. **M^{me} Chanet** considère que le complément d'information fourni par M. Schmidt devrait être inséré dans le rapport intérimaire et que le Comité devrait poursuivre le dialogue engagé avec les parties et communiquer à l'État partie la réponse de l'auteur.

23. **Le Président** dit que le dialogue engagé par le Comité avec les parties reste ouvert.

24. **M. Shearer** appelle l'attention sur l'affaire *Bazarov c. Ouzbékistan* (communication n° 959/2000). Le Comité, ayant constaté que plusieurs articles du Pacte avaient été violés, a recommandé que l'État partie fournisse un recours utile, notamment des renseignements concernant le lieu d'inhumation, ainsi qu'une indemnité au titre du *pretium doloris*. L'intervenant se dit particulièrement préoccupé par la dernière section de la réponse de l'État partie qui soutient qu'il n'est pas dans la pratique courante de la législation ouzbèke de fournir au Comité le texte de l'arrêt pertinent de la Cour suprême. Il estime que le Comité devrait réagir à cette affirmation surprenante, qui semble violer les dispositions de l'article 14 du Pacte. Il ajoute que, selon les représentants de la Mission permanente de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, le Parlement est en train de revoir la législation en vigueur interdisant de révéler le lieu d'inhumation de criminels.

25. Passant à l'affaire *Kornetov c. Ouzbékistan* (communication n° 1057/2002), l'intervenant dit que l'État partie, se conformant aux recommandations du Comité, a commué la peine de mort prononcée contre M. Kornetov en une peine de réclusion de 20 ans. En

outre, dans sa réponse, l'État partie a indiqué que l'auteur était habilité à introduire un recours en indemnisation. L'intervenant ajoute que le Comité a demandé à l'auteur s'il avait des observations à faire à cet égard.

26. **M^{me} Chanet**, évoquant l'affaire *Bazarov c. Ouzbékistan*, souligne qu'il y a lieu de faire état du paragraphe 29 du projet d'observation générale concernant l'article 14 du Pacte en guise de réponse à l'affirmation de l'État partie selon laquelle le texte de l'arrêt de la Cour suprême n'était pas accessible au public.

27. **M. Schmidt** (Chef de l'Équipe des requêtes), se référant à l'affaire *Bazarov c. Ouzbékistan*, note que l'Ouzbékistan se montre désormais moins conciliant à l'égard du Comité. Il compte soulever ce point auprès de la Mission permanente à Genève au mois de juillet.

28. **Le Président** dit que le dialogue doit rester ouvert entre les parties et le Comité dans ces deux affaires.

29. **M. Shearer**, évoquant l'affaire *Young c. Australie* (communication n° 941/2000), dit qu'il a reçu des renseignements complémentaires au sujet de cette affaire, selon lesquels une proposition de loi à l'effet d'abolir une disposition législative discriminatoire en matière de pension a été déposée récemment au Parlement australien, le Gouvernement s'engageant à la soutenir.

30. **M. Schmidt**, (Chef de l'Équipe des requêtes), relève qu'une loi accordant une pension de réversion au survivant d'une union entre personnes du même sexe doit être adoptée sous peu en Colombie. Passant à l'affaire *Alzery c. Suède* (communication n° 1416/2005), il dit que les constatations du Comité ont été communiquées au Gouvernement suédois, lequel a présenté une réponse préliminaire. Il ressort de celle-ci que le rejet de la demande d'asile présentée par M. Alzery a été entaché d'un vice de procédure, et l'on peut s'attendre à ce que le pays d'accueil demande à M. Alzery de revenir. L'État partie a également indiqué que les membres de la famille de M. Alzery avaient le droit de bénéficier de l'asile et que le médiateur avait été invité à fixer le montant de l'indemnité qui leur était due, ainsi que, le cas échéant, à M. Alzery lui-même. Ces arrangements seront exposés en détail dans une réponse complémentaire.

31. **M^{me} Chanet** se félicite des progrès réalisés par les États parties en ce qui concerne leur compréhension de la procédure des communications.

La séance est suspendue à 1 h 30 et reprend à 11 h 50.

Questions d'organisation et autres questions (suite)

Recommandations pour le renforcement des activités de suivi (suite) (CCPR/C/88/CRP.1)

32. **M. Shearer** estime que le Comité, qui a déjà débattu du document de base concernant le renforcement des activités de suivi des constatations et observations finales (CCPR/C/88/CRP.1), devrait à présent se concentrer sur les seules recommandations figurant dans les sections E, F et G. En ce qui concerne le premier paragraphe de la section E, il relève que deux opinions en sens contraire ont été exposées au sujet du suivi : selon la première, le suivi pourrait faire l'objet d'un document qui ne serait soumis pour examen qu'à la session de juillet du Comité, lors de l'adoption par celui-ci de son rapport annuel; selon la seconde opinion, le suivi devrait être considéré comme une des grandes priorités du Comité, et il ne servirait à rien d'adopter des observations finales et des constatations si le Comité ne réservait qu'un temps relativement bref au suivi. L'intervenant dit partager ce second point de vue et propose d'examiner les questions de suivi sous un point antérieur de l'ordre du jour.

33. En ce qui concerne le deuxième paragraphe de la section E, l'intervenant dit qu'il faut faire une distinction entre les communiqués de presse et les conférences de presse, ces dernières devant se rapporter spécifiquement à un rapport de pays ou à une affaire en particulier. De plus, Sir Nigel Rodley, qui n'a malheureusement pas pu participer à la présente séance, a présenté des propositions écrites. Il a notamment proposé, en ce qui concerne les observations finales, de publier des communiqués de presse parallèlement à la tenue de conférences de presse, celles-ci étant en général suivies avec peu d'intérêt; il a également proposé de publier un communiqué de presse concernant le suivi des constatations du Comité au titre du Protocole facultatif. L'intervenant croit comprendre que le Comité a décidé de ne pas tenir de conférence de presse à l'issue de la présente session en raison de difficultés d'organisation, mais qu'il entend bien le faire à l'avenir. Si tel devait être le cas, M. Shearer propose d'inviter à ces

conférences de presse les rapporteurs de pays et les rapporteurs désignés pour une affaire en particulier, et ce, pour les passages pertinents des observations finales.

34. Le troisième paragraphe de la section E ne prête pas vraiment à controverse. Le quatrième paragraphe traite de ce procédé que l'on a souvent appelé le « procédé de la dénonciation publique », seule méthode efficace appliquée par les organismes des Nations Unies pour garantir le respect par les États parties des obligations qui leur incombent en vertu des différents traités, y compris le Pacte et le Protocole facultatif. Enfin, le cinquième paragraphe concerne les missions et les critères de suivi.

35. **M^{me} Chanet** accepte le principe qui sous-tend le premier paragraphe, mais souligne que la recommandation devra être appliquée avec souplesse. Il faudra absolument faire référence dans le deuxième paragraphe tant aux communiqués de presse qu'aux conférences de presse. À propos du troisième paragraphe, elle dit ne pas être opposée à la participation des rapporteurs de pays aux consultations, tout en soulignant qu'il faut de toute façon bien préparer les conférences de presse, car le Comité doit y présenter un front unique. Enfin, tout en marquant son accord sur les critères énoncés au cinquième paragraphe, elle estime que le Secrétariat doit mener une étude approfondie des pays concernés avant de désigner ceux dans lesquels des missions seront effectuées.

36. **M^{me} Motoc** dit attacher une très grande importance aux relations avec les médias, vu l'influence considérable que ceux-ci exercent, et se demande si le Secrétariat ne devrait pas s'efforcer d'établir des relations personnelles avec les journalistes qui s'intéressent à l'Organisation, afin de mieux faire connaître les activités du Comité. Faisant allusion au mauvais accueil réservé récemment par *The New York Times* au Conseil des droits de l'homme, elle fait observer que le public a l'impression que le Conseil ne fait rien entre ses sessions. Le Comité devrait concevoir une stratégie médiatique bien pensée et plus efficace. L'intervenante appuie la recommandation tendant à admettre les rapporteurs aux consultations avec les États parties et se rallie à l'opinion de M^{me} Chanet selon laquelle le Comité devrait tenir une réunion afin d'élaborer une prise de position ferme et unifiée aux conférences de presse de fin de session.

37. **M. O'Flaherty** appuie le premier paragraphe de la section E. Il accepte également le deuxième paragraphe, à condition d'en faire état dans le contexte élargi des discussions du Comité, de manière à ce qu'il comporte une référence aux conférences de presse et à la participation des rapporteurs à celles-ci. Comme il l'avait préconisé antérieurement, il demande qu'une recommandation distincte soit faite en vue de la désignation d'un membre du Comité qui serait chargé de concevoir, en consultation avec les autres membres, une stratégie médiatique qui tienne compte, entre autres, des suggestions faites par M^{me} Wedgwood en vue d'une diffusion électronique de l'information. Il marque son accord sur le troisième paragraphe, tout en considérant que celui-ci devrait faire état de la participation des rapporteurs de pays aux réunions. Il ne s'attarde pas sur le quatrième paragraphe et appuie le cinquième paragraphe, en tenant cependant à souligner une fois de plus l'importance d'y inclure une référence expresse à la participation des rapporteurs de pays. Dans la foulée de la suggestion de M^{me} Chanet qui propose de réaliser une étude approfondie des pays dans lesquels des missions pourraient être envoyées, il souligne qu'il est indispensable que le Secrétariat donne des assurances concernant la faisabilité financière. Il ajoute qu'il n'est pas convaincu par l'argument du Secrétariat selon lequel le Comité ne recevrait vraisemblablement pas d'invitation des États parties dans lesquels il souhaite envoyer une mission, et il propose de faire de ce point un critère complémentaire en ce qui concerne les missions.

38. **Le Président** relève que M. Shearer a proposé de lui-même de formuler quelques propositions concernant une stratégie médiatique générale et que cette suggestion a été acceptée par le Bureau du Comité.

39. **M. Bhagwati** dit qu'on ignore à peu près tout du Comité et du Pacte dans les pays en développement et que toute stratégie médiatique doit tenir compte de ce fait, vu que les moyens de communication des médias sont de loin moins efficaces là-bas que dans les pays développés.

40. **M. Glélé Ahanhanzo** reprend à son compte les observations de M. Bhagwati concernant les pays en développement et relève que rares sont les gens en Afrique qui paraissent comprendre ce que recouvrent la compétence et la fonction du Conseil des droits de l'homme ou du Comité. C'est le rôle de la stratégie médiatique de mieux faire comprendre ce que sont les

activités de chacun de ces organes, un communiqué de presse publié à l'issue de la session devant être distribué aux médias de tous les pays dans le monde. Il dit ne pas croire que la participation de rapporteurs aux réunions avec les États parties revête une grande importance. Enfin, tout en appuyant la recommandation concernant les missions de suivi, il souligne que c'est au Comité lui-même qu'il appartient de choisir les pays de destination, en se fondant sur quelques critères de base.

41. **M^{me} Chanet** considère que la conférence de presse qui se tient à la fin d'une session n'a certes jamais connu un grand succès, mais qu'elle revêt une très grande importance et qu'il appartient au Comité d'en faire une réunion vraiment intéressante pour la presse. De même, il faut attacher une très grande importance aux communiqués de presse publiés dans l'intervalle. Lorsque le Comité se réunit à Genève, les conférences de presse de fin de session devraient se tenir au Palais des Nations, et non au Palais Wilson. L'intervenante appuie la suggestion de M^{me} Motoc concernant l'établissement de relations personnelles avec des journalistes, ainsi que les propositions de M^{me} Wedgwood tendant à explorer plus avant les possibilités qu'offrent des moyens de communication de pointe, comme l'Internet. Elle estime enfin que la participation des rapporteurs de pays aux réunions préparatoires s'impose, mais qu'il n'en va pas nécessairement de même pour les conférences de presse.

42. **Le Président** invite les membres à faire des propositions à M. Shearer en ce qui concerne la stratégie médiatique.

43. **M^{me} Palm** convient de la nécessité de s'attacher tout particulièrement à mieux faire connaître les travaux du Comité dans les pays en développement, mais elle souhaiterait que ces efforts soient déployés également à l'intention des pays développés. C'est ainsi que dans son propre pays, la Suède, les gens ne voient pas très bien la distinction qu'il y a entre le Conseil des droits de l'homme et les autres organismes des Nations Unies chargés de la défense des droits de l'homme. Elle accueillerait avec intérêt toute mesure qui contribuerait à mieux faire connaître les travaux du Comité. Pour ce qui est des missions de pays, elle souligne la nécessité d'avoir une invitation de l'État partie intéressé et propose qu'un tel critère figure dans les recommandations.

44. **M^{me} Majodina** estime qu'il faut inviter aux conférences de presse du Comité les organisations de médias, en particulier celles des pays dont les rapports ont été examinés par le Comité. Elle se plaît à louer le travail qu'accomplissent les ONG, en particulier en élaborant des « rapports parallèles », et estime qu'elles devraient être invitées à jouer un rôle plus en vue dans les activités de plaidoyer en faveur du Comité. Quant aux États parties, ils devraient contribuer dès l'amont à l'application de la stratégie médiatique, tant aux conférences de presse qu'aux communiqués de presse.

45. **M. Khalil** souligne l'importance qu'il y a à publier les travaux du Comité dans les pays en développement, sans se limiter à la partie des travaux qui concerne les communications. Il rappelle que, lors de l'examen du rapport de son pays par le Comité, la presse nationale n'en avait pratiquement pas soufflé mot. Il convient également de prendre en compte le climat du moment dans chacun des pays. Comme de nombreux pays ont des représentants résidents à New York avec lesquels certains membres du Comité ont des contacts personnels, il serait bon de prendre langue avec ces représentants résidents pour savoir ce qu'ils pensent et de s'assurer que les communiqués de presse publiés par le Comité ont de l'intérêt pour la presse nationale. De même, il faudrait entrer en contact à cet effet avec les membres de la presse des régions concernées.

46. **M. Bhagwati** dit qu'un des aspects de la stratégie médiatique devrait consister en des initiatives prises par les membres individuels du Comité dans leurs régions respectives, en particulier dans le domaine de la radio et de la télévision. Il avait lui-même réalisé plusieurs courts métrages qui avaient contribué de manière significative à sensibiliser les femmes à leurs droits en Inde, alors que les femmes du peuple n'y lisent pas les journaux. Les membres du Comité devraient également prendre contact avec les organisations non gouvernementales, lesquelles animent souvent des réseaux étendus dans les pays en développement.

47. **Le Président** relève l'intérêt que portent les membres aux relations du Comité avec les médias, ce qui confirme la nécessité d'accorder une grande importance à la conception et à l'examen d'une stratégie fondée sur les idées formulées dans le document de base (CCPR/C/88/CRP.1) et sur les observations faites à ce sujet.

48. **M. Johnson** fait sienne l'idée que les membres doivent s'attacher à faire connaître les travaux du Comité, chacun dans son propre pays et dans sa région. Il estime que M. Shearer, lorsqu'il élaborera le document relatif à la stratégie, pourrait s'inspirer utilement non seulement des idées exprimées par les membres, mais également de l'expérience de ceux-ci, en particulier celle de M^{me} Motoc, qui pourrait s'avérer précieuse.

49. **M^{me} Chanet** revient à la question des invitations en vue des missions de suivi. Comme certains États pourraient se montrer réticents à l'idée de faire une telle invitation, il faudrait adopter dans la recommandation une formulation plus souple, qui mettrait l'accent sur la négociation. De plus, il arrive que certaines délégations qui n'ont pas elles-mêmes un accès facile à leurs autorités centrales accueillent avec satisfaction l'idée de contacts directs du Comité avec lesdites autorités. On pourrait recommander que, le cas échéant, une mission de suivi soit proposée à l'État partie et fasse l'objet d'une négociation avec lui.

50. **Le Président** se félicite de cette proposition. Il estime qu'il faudra cependant interroger le Secrétariat sur la faisabilité de pareilles missions avant de mettre en branle le processus de négociation. Le Comité devrait définir l'étendue et le mandat des missions, en veillant à recouvrir tous les aspects de leurs travaux.

51. **M^{me} Palm**, qui ne s'oppose nullement à l'idée de mener des discussions avec les États afin de garantir une réception favorable des missions de suivi, estime qu'en cas d'échec de ces discussions, il n'y a guère d'utilité à entreprendre de telles missions.

52. **Le Président** souligne combien il est souhaitable, dans un souci d'efficacité, que les rapporteurs de pays et les rapporteurs spéciaux en ce qui concerne le suivi soient présents aux réunions avec les États parties, au lieu d'avoir des contacts distincts, comme c'est le cas actuellement.

53. **M. Shearer** dit qu'il prendra dûment compte de toutes les suggestions qui ont été faites lorsqu'il élaborera son document sur la stratégie. Ce document devrait être terminé trois semaines avant la prochaine session en juillet 2007 et être distribué aux membres pour observations avant d'être examiné par le Comité. Il accepte l'idée d'intégrer les invitations adressées par les États parties parmi les critères des missions de suivi, tout en notant que le Comité reçoit parfois des invitations spontanées. En ce qui concerne la faisabilité

de telles missions, il rappelle que, selon le Secrétariat, le coût des visites annuelles doit être imputé au budget du Comité, ce qui est donc de nature à faciliter les choses.

54. **Le Président** propose que la discussion du Comité sur les recommandations relatives aux sections F et G du document de base (CCPR/C/88/CRP.1) demeure ouverte.

La séance est levée à 13 heures.